

1. IDENTIFICATIONS ET LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

La masse d'eau FRLC102 correspond à la masse d'eau côtière située dans le Nord-Est de l'île de La Réunion, sur les communes de Sainte-Suzanne, Saint-André, Bras-Panon, Saint-Benoît et Sainte-Rose.

Dans sa partie terrestre, elle possède une aire d'alimentation d'une surface totale de 669 km² parcourue par cinq cours d'eau, la Rivière St-Jean (FRLR004), la Rivière du Mât (FRLR008) et ses affluents (Le cirque de Salazie (FRLR005), Le Bras de caverne (FRLR006), Rivière du mât médian/Bras des Lianes (FRLR007)), la Rivière des Roches (FRLR009), La Rivière des Marsouins (FRLR010), la Rivière de l'Est (FRLR011) dont le milieu récepteur final est FRLC102.

Pour sa composante marine, sa superficie est de 61,1 km² pour un linéaire côtier d'environ 31 km. C'est une masse d'eau côtière (MEC) de type 2 caractérisée par des fonds hétérogène, une bathymétrie moyenne de l'ordre de 100m (profondeur maximale à 908m), une hauteur moyenne de vague moyenne à forte (1,4m) et une exposition aux houles faible à moyenne pour la houle australe mais forte concernant les houles cycloniques (Source : projet « Bon État II », IFREMER, 2012).

2. RESEAU DE CONTROLE SURVEILLANCE (RCS)

Avant mi-2012, la DCE était sous maîtrise d'ouvrage de la DEAL et seul le suivi « hydrologie - phytoplancton » (RHLR – Réseau Hydrologique du Littoral Réunionnais) était mis en œuvre à la Réunion. Les autres suivis du RCS ont été définis dans le cadre du projet « Bon État II » en s'appuyant sur plusieurs études et en partenariat avec les experts locaux (ARVAM, ECOMAR, GIP RNMR, IFREMER, IRD et PARETO) et nationaux.

Depuis mi 2012, la DCE est sous maîtrise d'ouvrage de l'Office de l'Eau Réunion et les différents suivis RCS sont déployés progressivement – chacun des suivis sera mené au moins une fois avant 2015.

Liste des sites de surveillance de FRLC102

Libellé du site	Mmémorisation Q ² du site	Éléments de qualité suivis
Saint-Benoît	126-P-005	État écologique État biologique (Phytoplancton) État physico-chimique État chimique
Saint-André-Bois-Rouge	126-P-076	État écologique État biologique (Benthos de substrats meubles)
Saint-Benoît-Bourbier (large)	126-P-077	État écologique État biologique (Benthos de substrats meubles)
Saint-Benoît-Bourbier (côte)	126-P-081	État écologique État biologique (Benthos de substrats meubles)

3. ETAT CHIMIQUE

Au regard des substances caractéristiques de l'état chimique surveillée et conformément aux règles d'évaluation de l'état des eaux au titre de la Directive Cadre sur l'Eau, l'état chimique n'a pu être évalué. Le suivi des contaminants chimiques du « Réseau de Contrôle Surveillance » (RCS) sera mis en œuvre pour la 1ère fois en 2014-2015 dans le cadre du plan de gestion 2010-2015.

Plusieurs études ont cependant été menées ces dernières années :

D. 2008/2009 – PEPS - Pré-étude Échantillonnage Passif pour la Surveillance de la contamination chimique,

DI. 2004/2008 - MODIOLE - Transfert de la technologie RINBIO (Réseau INTégrateur BIOlogiques) - Biomonitoring actif à la Réunion,

DII.2012 - Campagne exceptionnelle ONEMA - Suivi des contaminants chimiques par échantillonneurs passifs (résultats attendus en 2013).

État chimique : **INCONNU**

Indice de confiance : **PAS D'INFORMATION**

État chimique par famille de paramètres

% de paramètres en :	Famille de paramètres				41 substances (toute famille confondue)
	Pesticides	Polluants industriels	Métaux lourds	Autres polluants	
Bon Etat	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Mauvais État	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Etat inconnu (non suivi)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
État chimique	Inconnu				

Source : projet « Bon État II », IFREMER, 2012

4. ETAT ECOLOGIQUE

L'état écologique des eaux côtières au titre de la Directive Cadre sur l'Eau résulte de la combinaison des états biologique, physico-chimique et hydromorphologique.

A. ELEMENT DE QUALITE HYDROMORPHOLOGIQUE

Cet indicateur de qualité sera mis en œuvre sur la base méthodologique définie au niveau national par le BRGM. Pour les eaux réunionnaises, le BRGM local a programmé l'évaluation de l'état hydromorphologique d'ici la fin de l'année 2013. L'absence de donnée contraint actuellement à le définir comme inconnu.

État hydromorphologique	Régime	Continuité	Condition
Très bon			
Moins que très bon			
Non défini			
Non pertinent			
État hydromorphologique	Inconnu		

Source : projet « Bon État II », IFREMER, 2012

B. ELEMENT DE QUALITE BIOLOGIQUE

L'indicateur phytoplancton retenu en métropole au titre de la DCE repose théoriquement sur la combinaison de trois indices (biomasse, abondance, composition) mais actuellement seuls deux d'entre eux (biomasse et abondance) sont utilisés. A la Réunion, seule la biomasse est prise en compte.

Dans les masses d'eau côtières, le benthos de substrats meubles est l'indicateur qualifié alors que dans les masses d'eau récifales, le benthos de substrats durs est désigné. L'évaluation des éléments phytoplancton est réalisée sur les données bancarisées à la date du 30/06/2012 complétées des données acquises en 2010, 2011 et 2012 mais non encore bancarisées. Pour la majorité des masses

d'eau, la quantité de données disponibles est équivalente à celles devant être acquises sur un plan de gestion de 6 ans. L'évaluation de l'élément benthos de substrats meubles porte uniquement sur une campagne (2007, données CARTOMAR) alors que le suivi préconise deux suivis par plan de gestion : elle sera complétée à l'issu du suivi programmé en 2013 dans le cadre du plan de gestion 2010-2015 avec des données acquises conformément aux prescriptions définies par les GT DCE de la Réunion.

État biologique	Phytoplancton			Benthos de substrats meubles	Benthos de substrats durs
	Biomasse	Abondance	Composition		
Très bon					
Bon					
Moyen					
Médiocre					
Mauvais					
Non défini		*	*		*
Non pertinent					
État biologique	Moyen				

Source : projet « Bon État II », IFREMER, 2012 / * Indicateur non défini

C. ELEMENT DE QUALITE PHYSICO-CHIMIQUE

L'évaluation des éléments physico-chimiques est réalisée sur les données bancarisées à la date du 30/06/2012 complétées des données acquises en 2010, 2011 et 2012 dont la bancarisation est prévue d'ici fin 2013. Pour la majorité des masses d'eau, la quantité de données disponibles est équivalente à celles devant être un acquises sur un plan de gestion de 6 ans.

État physico-chimique	Température	Oxygène dissous	Nutriments	Salinité	Transparence
Très bon					
Bon					
Moyen					
Médiocre					
Mauvais					
Non défini					
Non pertinent					
État physico-chimique	Bon				

Source : projet « Bon État II », IFREMER, 2012

Concernant l'oxygène dissous, dans les masses d'eau situées au large et bien brassées, les risques de désoxygénation sont faibles. Aucun phénomène d'anoxie ou d'hypoxie n'a été relevé dans les données recueillies par les réseaux "RNO Hydrologie" et "RHLR" sur la période 2002 - 2009. De plus, la profondeur supérieure à ≈ 30 m et l'importance des courants créent des contraintes d'échantillonnage avec les sondes à oxygène classiques. Le GT "physico-chimie et phytoplancton" DCE de la Réunion a donc préconisé de ne réaliser les mesures que pour les lieux où la profondeur n'excède pas 30 m.

Pour le paramètre nutriments, l'indicateur est défini comme étant la combinaison des indices ammonium, nitrate, nitrite, phosphate et silicate. A ce jour, en métropole, la pertinence des indices phosphate et silicate est toujours à l'étude. Ainsi, pour l'instant, l'indicateur nutriments intègre uniquement les concentrations d'azote inorganique dissous (NID), c'est à dire la somme ammonium + nitrate + nitrite. L'oligotrophie ("pauvreté nutritive") des eaux réunionnaises et les temps de résidence courts liés à un hydrodynamisme élevé au sein des Masses d'Eau Côtières (MEC), rendent les seuils proposés pour la métropole inadaptés au contexte régional.

Le GT "Physico-chimie et Phytoplancton" DCE de la Réunion, en collaboration avec la Coordination Nationale Hydrologie DCE de l'Ifremer, proposeront, un indicateur nutriments adapté dès que les données en cours d'acquisition le permettront.

Les prélèvements instantanés tels que prescrits par la DCE ne permettent pas de suivre la durée et la fréquence d'éventuelles dessalures (variations de salinité). L'indicateur de qualité salinité a donc été déclaré non pertinent par les experts nationaux dans les masses d'eau côtières et de transition dans le cadre du programme de surveillance DCE. Il reste cependant un paramètre important à suivre pour son caractère explicatif vis-à-vis d'autres éléments.

Polluants spécifiques de l'état écologique

Le GT "chimie" DCE de la Réunion (groupe de travail thématique sur les eaux littorales, associant les experts scientifiques locaux et les référents nationaux basés en métropole) a préconisé le suivi de 9 substances spécifiques "locales" utilisées à la Réunion.

Il s'agit de 9 pesticides : 2,4-D, Deltaméthrine, Ethyl pyrimiphos, Fipronil, Fluroxypyr, Folpet (ou Folpel), Métaachlore, Métoachlore et Oxadiazon.

Cette liste a été définie sur :

- les recommandations formulées par la Cellule Analyse du Risque Chimique de l'Ifremer Nantes et de l'INERIS (ARC) portant sur l'adaptation de la surveillance chimique de la DCE au contexte de l'île de la Réunion (Bocquené, 2011),
- les documents réalisés par l'Ifremer concernant l'adaptation de la surveillance chimique pour la DCE conformément à la Directive fille 2008/105/CE (Claisse, 2009),
- les conclusions de différents travaux effectués dans le cadre de la DCE à la Réunion, notamment les projets portant sur les modioles (Cambert et al., 2008), les échantillonneurs passifs (Mazzellan et al., 2011 ; Gonzalez et al., 2009), l'évaluation des bruits de fond géochimiques (Chiffolleau et al., 2011), la cartographie morpho-sédimentologique (Guennoc et al., 2008 ; Turquet et al., 2008) des fonds marins (Cartomar) et l'état de référence des masses d'eaux côtières (Andral et al., 2008).

Le suivi des substances spécifiques de l'état écologique est programmé en 2014-2015 dans le cadre du suivi des contaminants chimiques.

Polluants spécifiques de l'état écologique				
État physico-chimique	non synthétiques	synthétiques	conclusion	Molécules dégradantes
Bon	Inconnu	Inconnu	Inconnu	sans objet
Mauvais				

Source : projet « Bon État II », IFREMER, 2012

D. L'ETAT ECOLOGIQUE AGREGÉ

Conformément aux règles d'évaluation de l'état écologique des eaux au titre de la Directive Cadre sur l'Eau, l'attribution de la classe « état moyen » est attribué à la masse d'eau côtière FRLC102. Le benthos de substrats meubles est l'indicateur déclassant.

L'absence de données milieux (hydromorphologique) ainsi que l'absence de suivi des polluants spécifiques mais la présence d'autres données disponibles (cartomar, ...) contraignent à classer l'indice de confiance en « Moyen » (annexe 11 de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 « évaluation »).

État écologique : **MOYEN**

Indice de confiance : **MOYEN**

État écologique	État hydromorphologique	État biologique	État physico-chimique
Très bon			
Bon			
Moyen			
Médiocre			
Mauvais			
Non défini			
Non pertinent			
État écologique	MOYEN		

Source : projet « Bon État II », IFREMER, 2012

5. ETAT ENVIRONNEMENTAL GLOBAL

L'absence, pour le moment, de cotation de l'état chimique couplé à un état écologique qualifié de « moyen » aboutissent à un état environnemental « moyen ». Il faut cependant nuancer ce résultat brut de part un niveau de confiance de l'état écologique « moyen » tout juste relevé par la disponibilité de données hors cadre DCE.

	État chimique	État écologique	Niveau de confiance État chimique	Niveau de confiance État écologique	
Très bon					
Bon					Elevé
Moyen					Moyen
Médiocre					Faible
Mauvais					
Non défini					Pas d'information
État global	Moyen		Moyen		Niveau de confiance global

Source : projet « Bon État II », IFREMER, 2012

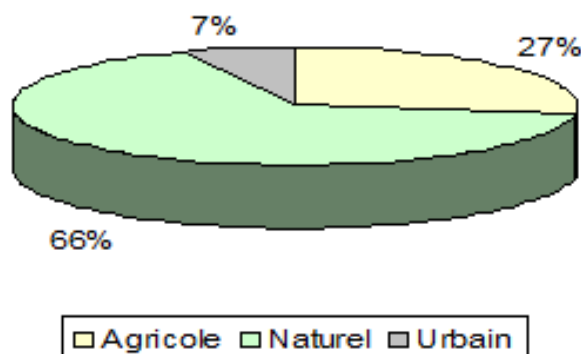
6. EVALUATION DES PRESSIONS ET DES IMPACTS

A. OCCUPATION DU SOL : ESPACES URBAINS, ESPACES AGRICOLES, ESPACES NATURELS

Sur le bassin-versant global de la masse d'eau FRLC102, l'urbanisation se regroupe autour de 4 pôles principaux constitués par les bourgs de Saint André, de Bras Panon, de Saint Benoît et de Sainte Rose. Dans les Hauts, les communes de Salazie et de la Plaine des Palmistes appartiennent également au même bassin-versant.

Sur ce secteur, l'agriculture y est dominée par la canne à sucre. On note également un certain nombre de bâtiments d'élevage dans les hauts du bassin-versant. Le bassin versant reste globalement peu urbanisé avec 66% d'occupation naturelle.

Répartition de l'occupation du sol sur FRLC 102 (source Corin Land Cover 2006)



B. PRESSIONS POLLUANTES PONCTUELLES ET DIFFUSES

PRESSIONS URBAINES DOMESTIQUES

Pression ponctuelle liée à l'assainissement collectif (Années de référence 2010-2011)

Source : Base de Données sur les Eaux Résiduaires Urbaines (BDERU, DEAL)

Sur le bassin-versant, l'urbanisation se regroupe autour de 4 pôles principaux : Saint André, Saint Benoît, Bras Panon, Sainte Rose. Les communes situées sur le bassin-versant de la masse d'eau sont équipées en partie d'un réseau d'assainissement collectif.

- Saint André : En 2010-2011, la station d'épuration présentait une capacité nominale d'environ 5 800 EH pour une taille d'agglomération d'environ 18 700 EH. La station était en surcharge et non conforme en équipement et en performance. Le point de rejet se situait sur la lagune de finition de la station d'épuration avec des rejets impactant directement la masse d'eau FRLC102.
- Saint Benoît : La nouvelle station d'épuration, mise en eau en 2011, a une capacité nominale d'environ 30 000 EH. Elle est conforme en équipement et en performance. Le point de rejet se situe dans l'Océan via un émissaire en mer.
- Bras Panon: La station d'épuration, a une capacité nominale d'environ 5 000 EH pour une taille d'agglomération d'environ 18 700 EH. La station est en surcharge. Le point de rejet se situe sur le quartier de Ma Pensée avec une infiltration près de l'Océan, et les rejets impactent directement la masse d'eau FRLC102.

Concernant les réseaux collectifs, ils sont majoritairement de type séparatif. Mais les raccordements sont souvent mal effectués et d'importants débits d'eaux parasites peuvent perturber un bon fonctionnement. L'ensemble de ces dysfonctionnements est difficile à évaluer, et il peut générer une pression forte avec un impact significatif sur les eaux côtières.

En 2011, les rejets des stations d'épuration dans la masse d'eau FRLC102 ont été estimés 23,7 T d'azote et 5,5 T de phosphore par an (données BDERU 2011).

Considérant ces flux, la pression est considérée comme faible.

Pression liée à l'assainissement autonome

À la Réunion, le taux de non conformité des installations autonomes est important et il est estimé à 70 %.

Les dispositifs mis en place privilégient les rejets dans le sol (parfois par puits perdus), et ils sont donc susceptibles de contribuer prioritairement à la dégradation de la qualité des eaux souterraines. Cependant, le ruissellement vers les eaux de surface est également envisageable pour partie avec alors un impact possible sur la qualité des cours d'eau et des eaux côtières.

En première approche, il est proposé d'évaluer la pression diffuse liée à l'assainissement individuel sur la base du nombre d'habitants rattachés à l'assainissement autonome.

Sur FRLC_102, la population en assainissement non collectif est estimée à 59 200 habitants (source : INSEE et DEAL 2012).

Les quantités annuelles d'azote et de phosphore rejetées dans les sols sont évaluées à :

- 196 T d'azote (NH₄) par an, soit environ 294 Kg d'azote (NH₄)/km²/an
- 32 T de phosphore (PO₃) soit environ 48 kg de phosphore (PO₃)/km²/an

Cette pression est considérée comme **modérée**.

En terme d'impact, il s'agit de quantités émises au droit des sols, et non rejetées directement dans la masse d'eau côtière. Il est difficile de quantifier les flux azotés "résiduels" pouvant aller vers les eaux côtières du fait notamment de la présence de phénomènes de "nitrification et dénitrification", de l'évaluation de la part qui relève de l'infiltration et du ruissellement, et des phénomènes de transfert des nitrates difficiles à appréhender.

Pression diffuse liée au ruissellement des eaux pluviales

La surface imperméabilisée (surface active) sur la bassin-versant est estimée à 1760 ha soit 2,6 % du bassin versant.

Cette approche ne permet néanmoins pas d'apprécier la pression, car d'autres paramètres sont à prendre en considération : l'intensité des pluies et les types d'écoulement (diffus ou concentré), le temps de concentration, la morphologie du bassin-versant, la perméabilité des sols.

Analyse pression-impact des pollutions domestiques urbaines

Concernant les rejets d'assainissement domestique (collectifs ou individuels), les pressions exercées sont susceptibles de provoquer un enrichissement artificiel des eaux en nitrates et phosphates qui se traduisent par des phénomènes d'eutrophisation. Ces pollutions sont parfois accompagnées de matières organiques, de macro-déchets et de bactéries fécales selon que les rejets sont ou pas connectés aux réseaux d'assainissement, et selon les performances réelles d'abattement des charges par les stations d'épuration.

Concernant le ruissellement urbain, outre les polluants présents dans les eaux pluviales (hydrocarbures, métaux lourds...), les événements pluviaux engendrent un apport terrigène vers les eaux côtières qui se traduit par le développement de panaches turbides à l'embouchure des ravines et aux exutoires de réseaux d'eaux pluviales.. Si l'érosion est un phénomène naturel, en revanche elle est accélérée par les activités humaines (urbanisation, pratiques culturelles).

Perspectives d'évolution des pressions urbaines d'ici 2021

Evolution de la population :

Dans les 30 ans qui viennent, à l'horizon 2040, la population réunionnaise devrait augmenter de 27 %. Le seuil du million d'habitants devrait être dépassé aux alentours de 2030, si les tendances démographiques (naturelle et migratoire) se prolongent.

L'évolution de la population sur le secteur est estimé à +15 % pour un taux d'accroissement annuel de 1,2 % (source : INSEE 2012). Notons tout de même que la dynamique démographique et économique de la région Nord est plus faible que dans le Sud et l'Est de l'île (source : SAR 2010).

Evolution de l'assainissement collectif et autonome :

Depuis 2010-2011, des réflexions et des travaux ont été menés dans une perspective de mise en conformité des stations d'épuration et l'impact de l'assainissement collectif sur la masse d'eau côtière devrait diminuer.

Ainsi, l'assainissement collectif devrait être considérablement amélioré par l'extension des stations d'épuration de SAINT ANDRE (23 600 EH, mise en service en 2012) et de BRAS PANON (13 000 EH avec création d'un point de rejet en mer, mise en service prévue en 2015).

Par ailleurs, la création et l'extension des réseaux de collecte des eaux usées, prévues dans le programme de mesures du SDAGE 2010-2015 et initiées par les collectivités, devraient contribuer à une évolution à la baisse de la pression potentielle liée aux dispositifs d'assainissement autonome, malgré une densification de l'habitat et un étalement urbain prévisibles liés à l'augmentation de la population.

Enfin, la mise en place des Services Publics d'Assainissement Non Collectifs (SPANC) devrait également contribuer à une amélioration de l'impact potentiel de l'assainissement non collectif, sous réserve que les diagnostics réalisés par ces services conduisent à une réalisation effective de travaux de réhabilitation par les particuliers, sur les secteurs les plus sensibles.

Les grands projets d'aménagement

Les nouveaux projets d'aménagements intègrent les enjeux liés à l'eau (dossier loi sur l'eau avec gestion des écoulements et des eaux pluviales) et proposent des mesures réductrices ou compensatoires vis-à-vis des effets sur les masses d'eau impactées. L'impact des nouveaux projets sur la masse d'eau FRLC_102 devrait donc être non significatif sur la qualité de la masse d'eau.

La liste des projets principaux identifiée à court terme est la suivante :

Nom	Type	Commune	Impact sur la masse d'eau FRLC001
ZAC Centre-ville Sainte-Rose	Aménagement logements équipements	Saint Rose	Pas d'impact significatif, augmentation fréquentation
Carrière les Orangers Lafarges Saint-Benoît	Extraction de matériaux	Saint Benoît	Impact éventuel (ruissellement pluvial) qualité de l'eau
ZAC Touristique La Marine	Aménagement commercial	Saint Rose	Pas d'impact significatif, augmentation fréquentation
ZAC Entrée Centre-ville Sainte-Anne	Aménagement logement	Saint Benoît	Pas d'impact significatif, augmentation fréquentation
Endiguement Rivière des Marsouins	Aménagement rivière à l'embouchure	Saint Benoît	Impact éventuel sur l'hydromorphodynamique à l'embouchure
ZAC ISI	Aménagement logement	Saint Benoît	Pas d'impact significatif, augmentation fréquentation
Requalification RN2	Aménagement routier	Saint-Benoît	Pas d'impact significatif en exploitation, impact en travaux qualité de l'eau
Enlèvement Andains Oranger	Entretien	Saint-Benoît	Pas d'impact significatif
Sciages de Bourbon	Aménagement industriel	Sainte Benoît	Pas d'impact significatif
Carrière HOLCIM	Extraction de matériaux	Bras-Panon	Impact éventuel (ruissellement pluvial) qualité de l'eau
CISE Stockage Chlore	Aménagement Gestion de déchets	Saint André	Impact éventuel (ruissellement pluvial, fuite) qualité de l'eau
Usine RVE Traitement D3E SOCOTEC	Aménagement Gestion de déchets	Saint André	Impact éventuel (ruissellement pluvial, fuite) qualité de l'eau
Extension CTBR à Bois-	Aménagement Industriel	Saint André	Impact éventuel (ruissellement pluvial, fuite) qualité de l'eau
Aménagement du Chemin de l'Etang	Aménagement routier	Saint André	Pas d'impact significatif en exploitation, impact en travaux qualité de l'eau
TCSP Cirest	Aménagement routier	Saint Suzanne-Saint Benoît-Saint André-Bras Panon	Pas d'impact significatif en exploitation, impact en travaux qualité de l'eau

Source : DEAL 2012et SAFEGE 2013

PRESSIONS INDUSTRIELLES

Pression ponctuelle liée aux activités industrielles soumises à autorisation (hors élevages, entrepôts, dépôts de ferrailles, et tours aéroréfrigérées)

Concernant les installations industrielles et alimentaires classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en activité et soumises à autorisation, le tableau suivant présente les domaines d'activité concernés et une évaluation de la pression potentielle de ces sites sur la qualité de la masse d'eau côtière :

Activité	Nombre de sites	Rejets	Impact sur la masse d'eau	RSDE*
Filière Sucre- Rhum	3	1 site GEREPE et RSDE 2 sites RSDE Rejets dans les eaux côtières.	Pression importante avec un rejet élevé en DCO. Néanmoins, les études de suivi de rejet des distilleries tendent à démontrer un impact environnemental minime compte tenu du mode de rejet (injection en profondeur) et du fort hydrodynamisme.	oui pour les 3 sites
Production d'énergie	2	1 site : GEREPE et RSDE - Rejet dans les eaux côtières. 1 site : pas de rejet d'eaux de procédé	Pression significative jusqu'en 2012, en cours de réduction	oui
Assemblage, montage	1	Pas de rejet d'eaux de procédé	Pression non significative	non
Activité de matériau	8	5 carrières : sans lien avec les eaux côtières 2 centrales d'enrobés : pas de rejet d'eaux de procédé 1 concasseur : rejet d'eau de lavage	Pression non significative	non
Scierie	1	Rejet vers la station d'épuration	Pression non significative	non
Stockage, conditionnement des gaz et liquéfiés	1	Pas de rejet d'eaux de procédé	Pression non significative	non

* RSDE : Campagne de recherche de substances dangereuses dans les eaux de rejet ; source : DEAL, 2012

Anciennes décharges

4 anciennes décharges sont présentes sur l'aire d'alimentation de la masse d'eau. Les opérations de réhabilitation sont en cours. Pressions non significatives sur la masse d'eau côtière.

Sites et sols pollués

Il y a un site pollué sur le bassin-versant de la masse d'eau : une sucrerie. La localisation du site est sans lien avec une pression éventuelle sur la masse d'eau côtière.

Autres pressions potentielles liées aux activités industrielles

Des pollutions ponctuelles ou diffuses liées aux activités industrielles non classées pour la protection de l'environnement et aux zones d'activité peuvent être émises.

Il peut s'agir de rejets ou de dépôts de déchets polluants non soumis à déclaration (fûts d'hydrocarbures, gravats, déchets divers...). Ces pressions et leurs impacts ne peuvent être connus précisément.

Perspectives d'évolution des pressions industrielles d'ici 2021

L'évolution des activités industrielles n'est pas prévisible dans le temps. Si de nouvelles installations classées pour la protection de l'environnement venaient à s'implanter sur le territoire, les procédures d'autorisation préfectorale permettent de s'assurer d'un impact peu significatif.

Par ailleurs, pour les ICPEs soumises à autorisation, la mise en œuvre de la campagne RSDE* (Recherche de Substances Dangereuses dans les Eaux) impose le suivi dans les rejets aqueux d'une liste de micropolluants déterminée par les activités des installations (en complément de la surveillance issue de l'étude d'impact). À La Réunion, une liste d'ICPEs prioritaires a été identifiée, et les premiers résultats sont attendus courant 2013. Ils devraient permettre une meilleure identification des pressions polluantes potentielles et la mise en place d'un programme d'actions par l'industriel le cas échéant. Cette mesure devrait contribuer à moyen terme à une baisse de la pression potentielle de ces sites.

Analyse pression-impact :

L'impact de la **pression industrielle est considérée comme potentiellement significatif** vis-à-vis de la qualité de la masse d'eau.

PRESSIONS AGRICOLES

Pression diffuse liée à l'usage des pesticides

Origine et évaluation de la pression à l'échelle du bassin de la masse d'eau côtière

La pression liée à l'usage des pesticides peut être d'origine agricole et non agricole.

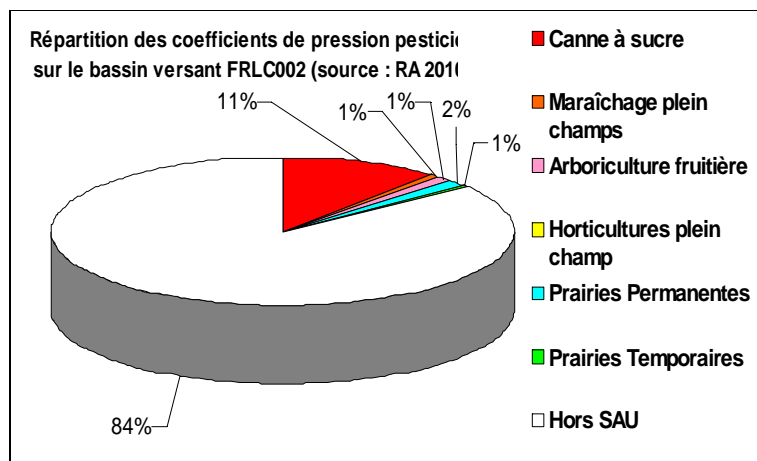
En effet, en zone urbaine, l'usage des pesticides peut présenter une pression potentielle sur la qualité de l'eau : entretien de voiries, gestion des espaces verts, utilisation par les jardiniers amateurs. Cette pression est difficilement quantifiable par manque de données à La Réunion. Elle n'a donc pas pu être évaluée.

Concernant le volet agricole, un indice de pression potentielle phytosanitaire a été affecté aux différentes familles de cultures en fonction des doses et pratiques. Ce coefficient a fait l'objet d'un dire d'expert, dans l'attente du développement de l'indice de fréquence de traitement (IFT).

Familles de cultures	IFT régional défini par famille de cultures
Canne à sucre	3,3
Maraîchage plein champs	28,0
Arboriculture fruitière	6,0
Horticulture plein champs	45,0
Prairies temporaires	1,0
Prairies permanentes	0,0

Il y a peu d'agriculture sur ce bassin versant, la SAU représente 14 % de sa surface. Sur ce secteur, l'agriculture est dominée par la canne à sucre (74 % de la SAU environ).

Le graphe ci-dessous permet une représentation de la surface des sols concernés par un usage de pesticides à l'échelle de l'aire d'extension de cette masse d'eau. La répartition de l'assolement est issue de l'exploitation des données du Recensement Agricole 2010.



La pression pesticides présente un IPP moyen de 0,64.

La pression est considérée comme faible.

Perspectives d'évolution de la pression

L'évolution de la Surface Agricole Utile et de l'assolement agricole n'est pas prévisible dans le temps. Cependant, d'ici 2021, la mise en place du Plan EcophytoDOM, déjà initié à La Réunion, devrait contribuer à de meilleures pratiques d'utilisation des produits phytosanitaires, et une limitation du volume utilisé à l'échelle de l'île.

Analyse de la relation "pression-impact"

L'analyse « pression-impact » de la pollution diffuse pesticide sur les eaux côtières comporte de nombreuses difficultés du fait de la diversité des caractéristiques intrinsèques des molécules utilisées, de la nécessité de prise en compte des produits de dégradation, de la variabilité spatiale et temporelle des applications, des propriétés d'infiltration et de ruissellement des sols, et de l'aménagement du territoire (zones tampon, topographie, etc.), de la difficile appréciation des pratiques agricoles et non agricoles.

Sur la masse d'eau FRLC_102, **cette pression est faible**.

Compte-tenu de ces éléments l'impact est jugé **actuellement non significatif** sur l'état de la masse d'eau au titre de la Directive Cadre sur l'Eau.

La pression diffuse relative à l'usage des pesticides est faible à l'échelle de la masse d'eau, et elle ne se traduit pas par une dégradation notable de la qualité des eaux côtières : détections de molécules, dépassements ponctuels des normes de qualité pour les paramètres "pesticides"... L'impact de cette pression est considéré comme non significatif sur l'état de la masse d'eau au titre de la Directive Cadre sur l'Eau.

Pressions liées à la présence d'élevages**Évaluation de la pression liée aux élevages**

Le cheptel en place a été estimé à partir des données du Recensement Agricole 2010. Le cheptel comptabilisé sur le bassin-versant de la masse d'eau a été comparé au cheptel total à l'échelle de La Réunion.

Part du cheptel présent sur le bassin-versant			Évaluation de la pression vis à vis du cheptel total de La Réunion
Bovins	Porcins	Volailles	
6,65%	30,24 %	33,04 %	Pression forte pour les cheptels "porcins" et "volailles"

En l'état des connaissances, il n'a pas été possible d'estimer les flux polluants générés par les élevages à l'échelle des masses d'eau, de modéliser les phénomènes de transfert de ces flux vers les eaux de surface ou vers les eaux souterraines, et d'évaluer la relation potentielle « pression-impact » des élevages sur la qualité des masses d'eau côtières.

La pression est forte sur cette masse d'eau, mais son impact éventuel sur la qualité des eaux côtières est considéré actuellement comme **INCONNU**.

Pression diffuse liée à la fertilisation azotée et phosphatée**L'azote**

Les quantités d'azote mobilisées et liées à la fertilisation des sols sont actuellement difficilement quantifiables à partir des données existantes.

Le phosphore

La pression liée au phosphore en agriculture à La Réunion n'a pas fait l'objet d'études jusqu'à présent. La problématique est très peu connue, notamment la capacité des sols réunionnais à mobiliser le phosphore.

Analyse pression-impact

En terme d'impact, il est cependant difficile de quantifier les flux azotés "résiduels" pouvant aller vers les eaux côtières du fait notamment de la présence de phénomènes de "nitrification et dénitrification", de l'évaluation de la part qui relève de l'infiltration et du ruissellement, et des phénomènes de transfert des nitrates difficiles à appréhender.

Il est également difficile de faire la part entre une contamination des eaux côtières par des nitrates d'origine agricole (lié à une éventuelle surfertilisation des sols) et par des nitrates d'origine urbaine (lié aux dispositifs d'assainissement autonome ou aux rejets des systèmes d'assainissement collectif).

Il est donc proposé d'évaluer l'impact potentiel de la pression liée à la fertilisation des sols au regard des teneurs en nitrate observés et des phénomènes d'eutrophisation éventuellement constatés en eaux côtières.

Au regard des connaissances actuelles, la masse d'eau n'est pas impactée par des teneurs en nitrate excessives, et aucun phénomène d'eutrophisation du milieu n'a été constaté. Cette **pression n'est donc pas considérée comme significative**.

C. MORPHODYNAMIQUE DU LITTORAL

La masse d'eau FRLC_102 présente 4 sites sensibles à l'érosion côtière :

Site	Type de côte	Type et évolution pluridécennale de l'érosion (1966 à 2008)	Enjeux immédiat	Evolution récente (2006 à 2011)
Saint Benoît (Port)	Cordon de galets	Érosion cordon de galets + micro falaise-meuble Impact de la jetée du port avec : - progradation au Sud (+20m) - érosion au Nord (-20m)	Infrastructures urbaines (promenade)	- Accumulation de +2m d'épaisseur de galet au Sud - Ralentissement du recul au Nord
Saint-André (Champ-Borne)	Cordon de galets	Érosion de la micro-falaise meuble - Progradation de la micro-falaise par remblayage	Infrastructures urbaines (bâti)	Espace gagné sur la mer : +35m entre 2003 et 2008

Source : Morphodynamique des littoraux de la Réunion – phase 4 – BRGM, Février 2012

Cette pression est ponctuelle, et l'érosion est stabilisée pour les différents points, le site de Saint-Benoît de façon naturelle, le site de Saint-André de façon artificielle. Cette pression est considérée comme faible, **sans impact significatif** pour la masse d'eau FRLC102.

D. AUTRES PRESSIONS

PRESSION PÊCHE

La masse d'eau FRLC102 – Sainte-Suzanne – Sainte-Rose abrite un port de pêche à Sainte-Rose.

Bien que fréquenté majoritairement par des plaisanciers, il est capable d'accueillir des navires de pêche professionnelle. Les activités de pêche à pied et de pêche embarquée y sont également présentes mais ne sont pas quantifiables ni qualifiables.

Il semble cependant qu'il y ait un risque potentiel de surexploitation de la ressource.

A noter que par arrêté n°3122 du 30 décembre 2010, une réserve de pêche a été créée au droit de la commune de Sainte-Rose, entre l'embouchure de la Rivière de l'Est et la Pointe Corail. L'arrêté préfectoral interdit l'exercice de toute pêche maritime au sein de ce périmètre délimité par des balises, mais autorise toujours la pêche à la « goulette » depuis le rivage.

La pression pêche est considérée comme faible sur la masse d'eau côtière.

Précisons également qu'au regard de la DCE en domaine marin, seule la caractérisation des masses d'eau dites de transition intègre un « indicateur poissons ». Ce type de masse d'eau n'étant pas référencée à La Réunion aucun « indicateur poissons » n'a pour le moment été initié pour les eaux marines réunionnaises.

PRESSION AQUACULTURE

Il n'y a pas d'activité aquacole sur la masse d'eau.

ACTIVITES NAUTIQUES ET TOURISTIQUES

Le port de Sainte-Rose permet l'entrée d'engins motorisés dans la masse d'eau et à fortiori l'exercice de certaines activités nautiques (telles que le jetski). L'activité de plongée sous-marine est également facilitée par la présence de cette infrastructure portuaire mais la pression et ses impacts ne sont ni quantifiés et ni qualifiés. Il existe une pression « activités nautiques et touristiques » **faible, sans impact significatif** pour la masse d'eau côtière FRLC102.

7. RISQUE DE NON ATTEINTE DU BON ETAT 2021

A. EVALUATION DU RISQUE DE NON ATTEINTE DES OBJECTIFS ENVIRONNEMENTAUX (RNAOE) EN 2021

L'évaluation de la RNAOE se base sur un croisement de plusieurs analyses :

- une étude comparative des états des masses d'eau (celui de 2005 et celui qui fait l'objet de ce document),
- un scénario tendanciel de l'évolution des forces motrices sur l'aire d'alimentation des masses d'eau côtières,
- une appréciation des pressions et leurs impacts sur les masses d'eau ainsi qu'une projection évolutive de ces dernières en relation avec les mesures compensatoires ou réductrices.

Cette analyse n'est cependant pas linéaire puisque à mettre en relation avec l'évolution des connaissances qui contraint la notion de réévaluation positive ou négative d'une masse d'eau.

La masse d'eau FRLC102 présente un état écologique moyen au titre de la Directive Cadre sur l'Eau.

Elle subit des pressions significatives susceptibles d'impacter l'état biologique de la masse d'eau et plus précisément, l'indicateur benthos de substrats meubles. La macrofaune endogée, traceur de la pression anthropique, prélevée sur les stations de surveillance a permis de mettre en avant un indice de M-AMBI moyen révélant la présence d'espèces tolérantes ou opportunistes proliférant dans les sédiments chargés en matière organique au détriment des espèces sensibles à l'hypertrophisation.

Plusieurs études ont été menées ces dernières années dans le cadre de transfert de technologie vers La Réunion, avec des méthodologies identiques à celles retenues pour le suivi DCE mais sur des lieux de suivi plus proches des exutoires que les points DCE. Bien que ces résultats ne puissent être utilisés pour l'évaluation de la masse d'eau du fait de leur positionnement, ils donnent une information sur les contaminations détectées en milieu marin à La Réunion.

Le rapport PEPS fait notamment état de dépassement des NQE-MA et NQE-CMA pour plusieurs substances ou groupes de substances : Endosulfan, Hexachlorobenzène dont le Lindane et pesticides cyclodiènes et plusieurs HAP. **Pour la masse d'eau FRLC102, 2 lieux « Rivière du Mât » et « Saint-Benoît » ont été suivis dans le cadre de PEPS et font état de dépassement des NQE-MA et NQE-CMA pour les hexachlorobenzènes, les pesticides cyclodiènes et des HAP.**

Compte-tenu de l'état actuel de la masse d'eau, de l'inventaire des pressions exercées et de leurs évolutions potentielles, et sous réserve de la mise en œuvre du programme de mesures 2010-2015, la masse d'eau FRLC102 présente un risque de non atteinte des objectifs environnementaux pour les éléments de qualité biologique ainsi qu'un doute pour ceux de qualité chimique.

Au vue des pressions en présence, et même si la détermination d'une force motrice responsable reste difficile, les rejets urbains, le ruissellement, l'élevage semblent être à l'origine des pressions pouvant avoir un impact sur le milieu.

RNAOE	Oui/Non/Doute	État de qualité susceptible d'être affecté en 2021	Causes probables
RNAOE État chimique	Doute	Qualité chimique	Détection de pesticides (Hexachlorobenzène et endosulfan)
RNAOE État écologique	Oui	Qualité biologique	Rejets urbains, ruissellement, élevage
RNAOE global	Oui	Qualité biologique	

Fiche de synthèse

	ÉTAT	PARAMETRE EN CAUSE	NIVEAU DE CONFIANCE
ÉTAT CHIMIQUE	Inconnu		
ÉTAT ECOLOGIQUE	Moyen	Benthos substrats meubles	Moyen
ÉTAT GLOBAL	Moyen		Moyen

Pressions 2010-2011	Sources de pressions	Évaluation des impacts	Scénario tendanciel 2021	
		Impact	Scénario	Hypothèse
Ponctuelles significatives (SWPI3)	Stations d'épuration	Significatif	↘	
	Installations industrielles	Significatif	↘	Mise en place des campagnes RSDE, mesures de réduction des rejets en cours
	Autres sources significatives	Pas de pression identifiée		
Diffuses significatives (SWPI4)	Population non raccordée au réseau d'eaux usées	Inconnu ?	↘	Mise en place de SPANC, extension des réseaux collectifs
	Eaux de ruissellement urbain	Non significatif	↗	Densification de l'urbanisation
	Activités agricoles	Impact élevage ?	↘	Mise en œuvre du plan Ecophyto
Altérations morphologiques (SWPI6)	Érosion du littoral	Non significatif		
Autres pressions (SWPI7)	Pêche	Non significatif		
	Activités nautiques et touristiques	Pas de pression identifiée		

Pressions cause de risque	Stations d'épuration, rejets d'assainissement collectif, installations industrielles, activités agricoles ?
---------------------------	---

RNAOE	Oui/Non/Doute	État de qualité susceptible d'être affecté en 2021	Causes probables
RNAOE État chimique	Doute	Qualité chimique	Détection de pesticides (Hexachlorobenzène et endosulfan)
RNAOE État écologique	Oui	Qualité biologique	Rejets urbains, ruissellement, élevage
RNAOE global	Oui	Qualité biologique	